

# Moishe Postone

## Stammheim et Tel al-Zataar :

### essai sur la morale et la politique (1977)



- I -

Ces dernières années, j'ai toujours eu des problèmes avec la façon dont la gauche aborde publiquement la question de la violence. D'un côté, à partir d'une position humaniste radicale, certains rejettent la justification (jésuite ou stalinienne) selon laquelle tous les moyens sont justifiés par l'objectif final ; ces camarades en viennent donc à rejeter catégoriquement tout recours à la violence. Ils soulignent que l'objectif de créer un monde meilleur doit être clairement identifié dans chaque étape qui mène à cet objectif. Bien que je sois fondamentalement, proche de cette position, j'ai quelques problèmes avec la manière dont elle est souvent défendue. Pour moi, elle reste trop abstraite. Je ne reproche pas à cette attitude d'être trop morale : au contraire, je m'étonne que, les membres d'un mouvement dont la force motrice a toujours été la moralité (l'horreur morale face aux nazis, à ce qui se passe au Vietnam et dans le tiers monde) rejettent aujourd'hui une position comme

étant trop morale et prennent ainsi leurs distances, d'une certaine manière, avec une partie d'eux-mêmes.

Non, mon problème est plutôt que, dans cette discussion, la question de la violence est dissociée de tout contexte politique et historique. On a l'impression que la violence devrait être rejetée par tous les mouvements et les groupes, indépendamment de leur situation historique concrète. Mais le problème ne s'arrête pas là. A mon avis, une telle position, en soi, ne peut suffire à critiquer de manière adéquate la politique prônée par la guérilla urbaine.

Je rejette la politique de la guérilla pour des raisons morales, mais aussi politiques, car si nous suivons les guérilleros sur le terrain qu'ils ont choisi, nous devons mener un débat politique avec eux. Ils se considèrent comme des «réalistes», comme un «*facteur efficace de résistance*», et ils accusent le reste de la gauche de faire preuve de naïveté et de libéralisme.

Il me semble important de problématiser cette auto-évaluation : à mon avis, elle est profondément apolitique et je vais tenter de l'expliquer dans ce texte.

La plupart des arguments des défenseurs de la **guérilla dans les métropoles [impérialistes<sup>1</sup>]** sont également abstraits et moraux. Cependant, le caractère de leurs arguments est très différent de celui des défenseurs de la position «*humaniste radicale*». Alors que ces derniers problématisent la relation entre la fin et les moyens du changement social, les guérilleros tirent la justification morale de leur violence uniquement de la violence sociale existante, et non des changements que leur politique devrait permettre de réaliser. Cette position n'explique que les causes de la violence, mais pas ses effets et ses objectifs.

Je ne critique pas leur colère qui est aussi la mienne. Il m'arrive d'éprouver aussi le désir de l'exprimer directement par la violence. Mais, si la colère peut être le moteur de nombreuses actions politiques, pour qu'une action devienne politique, il faut qu'elle soit émotionnellement compréhensible pour davantage qu'un petit groupe. La question de savoir s'il faut l'employer, ou pas, doit être débattue, non seulement en considérant sa justification morale, mais aussi en prenant en compte ses effets.

(Aux États-Unis, la première action de protestation à laquelle j'ai participé contre la guerre en Asie du Sud-Est eut lieu en 1963. Nous étions dix. Les passants nous crachaient dessus<sup>2</sup>. Conscients des horreurs qui se déroulaient là-bas, nous voulions y mettre fin, mais nous étions isolés au milieu d'un océan de patriotes américains réactionnaires. Que serait-il arrivé si, poussés par notre colère et notre isolement, nous avions eu recours à des actes de sabotage ? Cela aurait été moralement justifié, mais nous aurions également détruit la possibilité d'une opposition généralisée à la guerre. Nous (et avec

---

<sup>1</sup> Les termes ajoutés entre crochets dans cette traduction l'ont été par mes soins (NdT).

<sup>2</sup> Postone et ses camarades eurent de «la chance» car les réactions des patriotes américains étaient parfois beaucoup plus violentes. Ainsi, le 8 mai 1970, eut lieu ce qu'on appela la *Hard Hat Riot* (l'émeute des «casques de chantier»), durant laquelle 400 ouvriers du bâtiment et mille employés, aux cris de «*L'Amérique, tu l'aimes ou tu la quittes*», attaquèrent une manifestation. Le syndicat des ouvriers du bâtiment de New York était dirigé par un partisan de Nixon, bien qu'il fût démocrate, et le mouvement antiguerre n'était pas bien vu d'une partie du prolétariat euro-américain. La manifestation du 8 mai 1970 avait été organisée pour protester à la fois contre la répression des étudiants de l'Université de Kent (4 morts, 9 blessés) par la Garde nationale et contre l'annonce par Nixon que les États-Unis allaient envahir le Cambodge. Ce jour-là, les manifestants de gauche réclamaient également la libération des prisonniers politiques, notamment Huey Newton et Bobby Seale du Black Panther Party. Les contre-manifestants *hard hats* (réacs) non seulement attaquèrent à coups de barre de fer les manifestants favorables à la paix au Vietnam, mais ils causèrent pas mal de déprédations dans et autour de la mairie de New York, sans être inquiétés par les flics. Ils pénétrèrent même dans l'université de Pace, pour casser la gueule aux étudiants et aux profs de cette fac de business pourtant très conservatrice. Le mouvement ne s'arrêta pas là, puisque plusieurs manif furent organisées par les dirigeants de différents syndicats (bâtiment, marins, dockers, etc.), la plus importante rassemblant 150 000 personnes le 20 mai 1970 (NdT).

nous tous les opposants à la guerre) aurions été condamnés par l'opinion publique et considérés comme des traîtres, des ennemis du peuple américain. Nous aurions été utilisés pour mobiliser encore plus de soutien en faveur de la guerre. Cependant, de telles manœuvres n'étaient plus aussi aisées lorsque, en 1967, après une longue agitation, trois cent mille personnes marchèrent en direction du Pentagone ; et quand, en 1970, un million de personnes manifestèrent à Washington, et lorsque, cette même année, lors d'une grève nationale des étudiants contre l'invasion du Cambodge et pour la libération de Bobby Seale<sup>3</sup>, plus de mille universités furent paralysées en même temps. Il s'ensuivit un vaste mouvement qui s'avéra plus efficace pour entraver le gouvernement américain que n'importe quelle forme de sabotage. La véritable question est la suivante : voulons-nous crier immédiatement notre colère et rester moralement purs, ou désirons-nous changer ou détruire ce qui engendre notre colère ? Ce n'est pas la même chose.)

Ceux qui défendent la position de la guérilla emploient le même langage que les avocats qui justifient, rendent compréhensibles et expliquent les actions de leurs clients ; mais cela ne peut être le langage des acteurs politiques qui voient la violence comme un moyen de parvenir à des fins politiques.

Comment pourrait-il en être autrement ? Quel argument raisonnablement «réaliste» plaiderait en faveur d'un éventuel succès de la guérilla dans ce pays<sup>4</sup> ? Mon objectif n'est pas de justifier la colère, ni la brutalité de l'État et de la société, ni de savoir si les guérilleros doivent être blâmés, ou pas, pour la répression. Je me demande plutôt : cette lutte a-t-elle obtenu des résultats ? ou pourrait-elle en obtenir dans une métropole [impérialiste] comme [la République fédérale allemande] ? A ces deux questions ma réponse est non !

Depuis quelques années, les camarades de la RAF [Fraction Armée Rouge] affirment que nous vivons dans un pays fasciste et que, face à un tel régime, la résistance armée serait donc la seule voie à suivre. Admettons un instant cette hypothèse. Je ne veux pas m'étendre sur ce sujet, mais, si nous subissions vraiment le fascisme, cet article, cette revue et tous ces contre-cours publics (*teach-in*<sup>5</sup>) n'existeraient plus.

Mais si le fascisme frappait vraiment à la porte, que devrions-nous faire ?

Nous devrions essayer de l'empêcher par tous les moyens, et une telle tâche ne peut être menée à bien qu'en élargissant le plus possible le mouvement antifasciste.

(Le mouvement ouvrier allemand n'a pas été vaincu en 1933 : il s'est rendu sans combattre. Le choix du KPD d'entrer dans la clandestinité avant même l'arrivée d'Hitler au pouvoir, et le soutien apporté à la thèse du «social-fascisme<sup>6</sup>» ont conduit à cette capitulation sans combat. Ensuite, les

---

<sup>3</sup> Bobby Seale : né en 1936, il fut l'un des fondateurs du Black Panther Party (for self-defence), avec Huey Newton. Il fut accusé avec sept autres militants de complot contre la sécurité de l'État lors de manifestations qui eurent lieu durant la Convention nationale du Parti démocrate en 1968. Son cas fut ensuite séparé des sept autres accusés et il fut condamné à quatre années de prison pour offense à magistrat, condamnation annulée en appel. Lors de son emprisonnement, il fut aussi inculpé du meurtre d'un militant du BPP suspecté d'être une taupe, puis du meurtre de l'amant de sa femme, mais fut acquitté de ces deux accusations. Il se présenta, sur les listes du Parti démocrate, à la mairie d'Oakland en 1973 mais perdit l'élection. Il quitta le BPP en 1974 après une violente altercation avec Huey Newton (NdT).

<sup>4</sup> C'est-à-dire en République fédérale allemande où fut publié cet article et où Postone vivait à l'époque (NdT).

<sup>5</sup> Teach-in : selon le dictionnaire Merriam-Webster, «réunion prolongée, généralement organisée sur le campus d'un établissement d'enseignement supérieur, au cours de laquelle des conférences, des débats et des discussions sont organisés afin de sensibiliser le public à une question sociale ou politique ou d'exprimer une position à cet égard » (NdT).

<sup>6</sup> Social-fascisme : Comme l'explique Joao Bernardo, «Zinoviev, à la tête de la Troisième Internationale, décréta alors que la social-démocratie incarnait un "social-fascisme" et que tout le danger du fascisme venait des partis sociaux-démocrates. La caractérisation de la social-démocratie comme "social-fasciste" était la condition idéologique nécessaire pour que les communistes puissent

militants communistes clandestins furent écrasés, plus ou moins rapidement. Ce que le travail clandestin d'un des plus grands partis communistes au monde n'a pas réussi à réaliser à l'époque devrait maintenant être possible pour un petit groupe ?!)

Ceux qui se souviennent des succès des résistances yougoslave ou française ne devraient pas oublier le rôle du facteur national dans la lutte contre une puissance d'occupation étrangère. Aujourd'hui, l'Allemagne n'est pas occupée par une machine militaire étrangère. Dans la RFA<sup>7</sup>, les problèmes de légitimité demeurent et ne se réduisent pas simplement aux peurs et aux angoisses que nous pouvons éprouver. Au-delà de toutes les divergences portant sur la détermination positive des objectifs de la lutte, un front antifasciste repose sur un principe fondamental : un adversaire commun. Malheureusement les camarades qui prétendent combattre le fascisme, ici et maintenant, ne sont manifestement pas intéressés par un mouvement aussi large.

Observons à nouveau les États-Unis à l'époque des grands procès politiques de la fin des années 1960, en particulier celui de Bobby Seale. Le mouvement des Black Panthers n'exigeait pas que nous nous identifions à sa politique, il demandait plutôt que nous le soutenions contre les attaques de l'État. C'est sur cette base qu'un large front fut créé, un mouvement commun qui, au-delà de la libération de Bobby Seale, visait à mettre en accusation les méthodes brutales et terroristes de l'État contre les Panthères noires et les ghettos. Le point central de l'agitation consistait à dénoncer la contradiction entre les prétentions libérales d'un État censé agir conformément à des lois clairement définies, d'une part, et ce qui était réellement mis en œuvre, d'autre part. Bien sûr, cette approche était «libérale<sup>8</sup>», mais elle était considérée comme le premier pas vers un mouvement large et de plus en plus radicalisé; à tout le moins, la création de ce bouclier protecteur libéral représentait une ligne de défense nécessaire pour la gauche. Tout mouvement de gauche a besoin d'un tel bouclier, il lui faut un espace pour continuer à vivre. Dans le tiers-monde, il cherche à obtenir le soutien des paysans ; dans les métropoles [impérialistes], il tente de gagner les sympathies d'un mouvement ouvrier fort, et/ou d'une opinion publique libérale qui garantissent à la gauche un tel espace. Cette marge de manœuvre est politique ; de plus, elle n'est pas donnée gratuitement, à l'avance, elle doit être construite.

(Et l'«espace» que l'anonymat urbain procure à la guérilla urbaine ne le remplace pas ; il n'est que la traduction réifiée d'une constellation politique en une technique militante, analogue à la réification du concept de pouvoir politique qui se réduit à la possession des armes.)

---

*poursuivre une stratégie nationale-bolchévique. Ces deux doubles concepts aberrants se justifiaient l'un l'autre, et les partis communistes, tout en essayant de doubler la social-démocratie par la gauche, essayaient aussi de doubler le fascisme sur sa droite, en se proclamant les véritables nationalistes. Cette orientation ne se limita pas à l'Allemagne et s'appliqua au monde entier. Même aux États-Unis, le petit Parti communiste combattit courageusement, c'est-à-dire à coups de poing dans les rues, le pacifique Parti socialiste. En France, de nombreux communistes sympathisèrent avec certaines actions de rue des milices fascistes, tandis que la direction du PC refusait toute unité d'action avec les socialistes. Les actions des partis communistes facilitèrent la montée du fascisme dans le monde entier, mais c'est en Allemagne qu'elles eurent les conséquences les plus catastrophiques.» [Cf. Joao Bernardo, «Marxisme et nationalisme (3) : Le KPD et l'extrême droite nationaliste» <https://nfnf.eu/spip.php?article920> ; ainsi que l'article d'Olaf Kistenmacher : «De "Judas" au "Capital juif" : les formes de pensée antisémites dans le Parti communiste allemand (KPD) sous la république de Weimar, 1918-1933» <https://nfnf.eu/spip.php?article664> ]. On retrouve cette notion encore aujourd'hui, en filigrane, chez de nombreux «antifas», y compris libertaires, à propos du Parti socialiste français par exemple, et elle fut abondamment employée par les maoïstes européens contre les partis «communistes» dans les années 1960, 70 et 80 (NdT).*

<sup>7</sup> Rappelons qu'à l'époque il y avait deux États : la RFA (République fédérale d'Allemagne, ou Allemagne de l'Ouest) et la RDA (République démocratique allemande, ou Allemagne de l'Est) (NdT).

<sup>8</sup> En français on pourrait dire démocrate bourgeois, ou républicain bourgeois (NdT).

Comment cela s'est-il traduit chez nous ? A mon avis, la Fraction Armée Rouge refusa tout soutien contre le Landrecht de Stammheim<sup>9</sup> et contre les conditions de détention, lorsque ce soutien n'était pas prêt à aller jusqu'à l'identification avec la politique de la RAF.

A l'époque, beaucoup de gens voulaient (et veulent encore aujourd'hui) protester contre le traitement infligé aux prisonniers, contre la tentative d'utiliser la Fraction Armée Rouge pour légitimer la répression ; mais ils désiraient également le faire sans s'identifier automatiquement à la Fraction Armée Rouge. Non par peur, ni par faiblesse, mais simplement parce qu'ils désapprouvaient cette politique. La Fraction Armée Rouge ne permettait pas qu'on lui accorde un tel soutien. Ce que l'État fit aux militants de la RAF, elle l'utilisa comme un levier moral. Elle employa la pression morale comme outil de recrutement : une attitude si avant-gardiste qu'elle faisait passer les bolcheviks d'avant la révolution de 1917 pour des partisans du socialisme municipal.

C'est sans doute l'une des raisons qui paralysèrent de nombreuses discussions sur la Fraction Armée Rouge ces dernières années ; cet élément contribua à paralyser une gauche qui était déjà paralysée.

Naturellement, on peut se demander pourquoi ce soutien fut rejeté. Un mouvement de protestation qui, pour la première fois depuis longtemps, était mobilisé par l'affaire des écoutes téléphoniques<sup>10</sup>, prit fin avec l'assassinat de Siegfried Buback<sup>11</sup>. On peut se demander pourquoi la Fraction Armée Rouge ne s'intéressa pas à gagner un public plus large. Je soupçonne que, lorsqu'elle dénonçait la brutalité de l'impérialisme et du «*capitalisme démocratique*», elle assimilait ces formes de gouvernement à la brutalité fasciste. Une telle évaluation morale, qui élimine toute différenciation, n'est pas seulement erronée d'un point de vue analytique, elle est également fatale d'un point de vue politique. Elle nie toute marge de manœuvre politique et la rejette comme étant une compromission morale.

Elle s'intéresse seulement à «*démasquer*» l'État comme fasciste. Les militants de la RAF pensaient que, si la population s'en rendait compte, elle finirait par s'indigner moralement. Ils supposaient que leurs évaluations morales étaient la norme et les projetaient sur la société comme si l'indignation était un sentiment spontané, plutôt que créé.

Ou alors ils partageaient la même vision du monde que les Weather Underground<sup>12</sup> aux États-Unis, c'est-à-dire la thèse selon laquelle les États-Unis et le RFA sont absolument mauvais, tandis que, dans le tiers-monde, les mouvements sont absolument bons ; à partir de là, la guérilla dans les métropoles [impérialistes] peut donc se considérer comme une petite unité qui appartient à un mouvement de libération mondial et qui opère derrière les lignes ennemies.

---

<sup>9</sup> Il s'agit des lois antiterroristes adoptées lors du procès des membres de la RAF (NdT).

<sup>10</sup> «*Mars 1977 - Scandale des écoutes. Le ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur de Bade-Wurtemberg avouent au cours d'une conférence de presse, devant la publication qui menaçait d'être faite, que les conversations confidentielles entre les avocats et leurs clients dans la prison de Stuttgart-Stammheim ont été secrètement écoutées. Les dispositifs d'écoute avaient été installés par les services secrets fédéraux (le BND), les services allemands du STECE ; et cela avant même que le procès ne débute. Les avocats de la défense exigèrent en vain la suspension de la procédure et boycottèrent le procès*» (note extraite de *Textes des prisonniers de la Fraction Armée rouge et dernières lettres d'Ulrike Meinhof*, Cahiers libres n° 337, Maspero, 1977).

<sup>11</sup> Procureur général fédéral auprès de la Cour fédérale, Buback fut assassiné ainsi que son chauffeur et un collaborateur par deux membres de la RAF en moto, le 7 avril 1977 (NdT).

<sup>12</sup> Weather Underground: groupuscule créé par d'ex-militants euro-américains du SDS (Students for a Democratic Society) qui organisera des «attentats» et des attaques de banque jusqu'en 1975 et se disloquera définitivement en 1977. Il fut soutenu par les dissidents du BPP, notamment les «Vingt et un de New York» qui furent accusés, en 1969, d'avoir commis trois attentats contre des commissariats de police puis acquittés, deux ans plus tard.

Cette vision manichéenne du monde, associée à la simplification et à la glorification absolues du tiers-monde, qui était déjà erronée à la fin des années 1960, est tout simplement déplorable aujourd'hui.

Deux choses me lient à la Fraction Armée Rouge. La première est la fascination que l'idée de la résistance armée (en particulier contre les nazis) exerçait sur moi il y a quelques années. Aujourd'hui, je dirais qu'une partie de cette fascination (qui n'a nullement disparu) reposait sur l'idée que je ne devais plus vivre une existence routinière. Chaque minute de ma vie devait avoir un sens déterminé par une lutte moralement juste et nécessaire ; et comme je serais toujours confronté à la question de la vie ou de la mort, ma vie n'aurait plus rien à voir avec la banalité du quotidien. En y réfléchissant, je me suis rendu compte que toute autre idée de la vie quotidienne que celle d'une mort lente et sombre sous le capitalisme m'était devenue étrangère, et que j'avais une attitude méprisante à l'égard des luttes quotidiennes. Je ne pouvais imaginer qu'une vie soumise à une mort lente. J'ai soudain compris que mon idée d'une vie sans routine flirtait avec la mort. J'aspirais à une mort différente d'une mort obscure. Pourtant, la lutte peut aussi être déterminée par une vie différente.

Mon deuxième lien avec la RAF concerne l'acceptation progressive d'un passé douloureux. Je me sentais émotionnellement proche de l'antifascisme de la Fraction Armée Rouge ; cependant, j'avais parfois l'impression que, dans leur aversion pour l'effacement général du passé nazi de cette nation, ils en étaient arrivés à vouloir revivre une situation identique à celle des années 1930-1940, afin de se prouver qu'ils seraient moralement meilleurs que leurs misérables parents. Il m'arrive aussi d'avoir des fantasmes similaires, fantasmes que je dois affronter, car notre réaction face à l'escamotage généralisé du passé ne devrait pas déboucher sur un désir de le revivre.

Malgré ces liens avec les préoccupations de la RAF, et bien que je puisse dans une certaine mesure m'identifier émotionnellement à de telles attitudes, cela ne signifie pas que j'approuve la politique de la RAF.

Tout d'abord, il me faut préciser qu'une position politique est déterminée avant tout par un désir de changement social et une discussion sur les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. La plupart d'entre nous veulent que la fin s'exprime dans les moyens ; beaucoup d'entre nous s'efforcent de combiner vie politique et vie privée. L'existentialisme imprègne une grande partie de notre activité politique. Cependant, l'existentialisme de la guérilla urbaine me semble être d'une nature différente : son objectif n'est pas le changement social, mais cette attitude existentielle devient elle-même son objectif.

J'insiste sur ce point parce que je suis en colère. Je n'ai rien contre une attitude existentialiste non politique. On ne peut ordonner à personne d'être «*politique*» et de prétendre qu'il s'agit de la plus haute des valeurs dans la vie. Mais je suis en colère contre ce qui s'est passé ces dernières années.

Je suis en colère contre les militants de la Fraction Armée Rouge qui se prétendent plus politiques que quiconque, et qui ont donc exercé une énorme pression morale sur beaucoup d'entre nous qui souffrions déjà d'impuissance et d'isolement ; leur pression est allée jusqu'à diffamer tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec la Fraction Armée Rouge en les accusant d'être naïfs et apolitiques.

Je veux remettre en question l'auto-évaluation de la Fraction Armée Rouge en tant que groupe politique. Dans l'attitude que j'ai décrite, je vois non seulement les raisons pour lesquelles ce groupe refuse toute alliance, mais aussi la base de ces constructions théoriques qui expliquent leur propre violence seulement à partir de celle qui existe déjà, jamais à partir de leurs propres objectifs. On ne peut critiquer cette attitude seulement d'un point de vue moral puisqu'elle est elle-même profondément morale.

Sur le plan moral, le rejet du meurtre par les humanistes radicaux s'oppose à la nécessité de combattre le mal par tous les moyens. Cette dernière morale peut aussi conduire à une attitude qui joue sur le nombre de morts, en affirmant que quatre morts, et la possibilité qu'il y en ait 86 autres, sont sans importance par rapport au nombre beaucoup plus élevé de victimes de l'État. À ce stade, lorsque l'on fait le compte des morts, l'attitude des guérilleros commence à refléter celle de leurs adversaires, du moins sur le plan qualitatif, car les différences quantitatives sont évidentes.

Je ne veux pas seulement affirmer que je rejette la politique de la RAF. Leur attitude de base correspond à une forme particulière d'existentialisme, dans laquelle toutes les questions relatives aux

objectifs deviennent confuses et floues. Une telle attitude est très éloignée de ce qu'elle prétend être, à savoir une politique et une résistance efficaces.



- II. -

Pour plus de clarté, permettez-moi maintenant d'évoquer quelques actions menées par certains groupes politiques au Moyen-Orient, groupes avec lesquels la Fraction Armée Rouge a été liée de façon désastreuse, mais dont les actions, contrairement à celles de la RAF, poursuivaient un objectif stratégique clair.

Ceux qui avaient planifié le détournement de l'avion vers Mogadiscio avaient bien calculé les effets, mais ces derniers n'avaient pas grand-chose à voir avec la Fraction Armée Rouge. J'insiste sur ce point pour montrer comment les autres groupes concevaient la relation entre leurs moyens et leurs fins (même si je la rejette dans ce cas), mais aussi parce que ces groupes utilisèrent la Fraction Armée Rouge à leurs propres fins. Cette utilisation fut rendue possible pour deux raisons : l'attitude de la Fraction Armée Rouge à l'égard de la violence ainsi qu'une certaine forme d'anti-impérialisme très répandue à gauche et étroitement liée à ce type d'attitude.

Mais je dois tout d'abord effectuer un bref rappel historique : Israël – pour des raisons développées plus loin – n'est disposé à «faire la paix» qu'avec les États arabes existants, mais pas avec les Palestiniens. Ce faisant, il sape en permanence la possibilité d'une paix avec les Palestiniens. Bien entendu, tous les groupes palestiniens s'opposent à toute négociation de paix qui les exclue et qui ne conduirait pas à une sorte d'unité nationale palestinienne. Cependant, au sein du mouvement palestinien, il existe des groupes tels que le FPLP<sup>13</sup> (Front populaire de libération de la Palestine), ainsi que divers groupes dissidents qui se sont formés à partir de lui et à ses côtés, qui rejettent tout accord de paix avec Israël. En ce sens, leur position à l'égard d'Israël est complémentaire de celle d'Israël à l'égard des Palestiniens. Quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur cette position (et je ne l'estime guère, ce que j'essaie d'expliquer ci-dessous), certaines actions du FPLP – en particulier les détournements d'avions – ne peuvent être comprises que comme des tentatives de faire respecter une telle position ou, à tout le moins, de torpiller les autres tentatives de résolution. Cela signifie que l'objectif stratégique ultime de chaque détournement d'avion – tout en exigeant toujours la libération des prisonniers politiques – était différent.

Je vais vous donner quelques exemples qui illustreront ma démonstration :

**1)** En septembre 1970 : Israël et l'Égypte signèrent un armistice qui mit fin à la guerre d'usure dans le canal de Suez. Le secrétaire d'État américain Rogers présenta un plan de «paix» pour le Moyen-Orient. À cette époque, les groupes palestiniens en Jordanie étaient devenus extrêmement puissants, presque un État dans l'État. A l'affût d'une occasion d'attaquer, l'armée jordanienne s'agitait de plus en plus. Dans cette situation, le FPLP détourna trois avions, officiellement pour

<sup>13</sup> Le FPLP fut créé en 1967 par Georges Habbache et le FDPLP, issu du précédent, fut fondé en 1969 par Nayaf Hawatmeh. Tous deux se réclamaient à la fois du nationalisme arabe et du « marxisme » à la sauce maoïste et entretenirent des liens avec l'impérialisme soviétique et avec des États policiers régionaux (Syrie, Irak) (NdT).

obtenir la libération de prisonniers palestiniens. Bien sûr, cela eut pour effet de déclencher une guerre en Jordanie. Et tel était l'objectif réel et immédiat des enlèvements.

Selon toute vraisemblance, le FPLP pensait que le mouvement palestinien réussirait à vaincre l'armée du roi Hussein. Et s'ils avaient pris le pouvoir en Jordanie, les Palestiniens n'auraient plus eu besoin de se soucier des négociations de paix. Le plan de Rogers aurait ainsi été compromis. En réalité, la guerre se solda par un grand massacre de Palestiniens ; le pouvoir politique et militaire des Palestiniens en Jordanie fut brisé. Que le FPLP en ait tenu compte ou non, il atteignit le même objectif «ultime», à savoir que tous les pourparlers de paix furent interrompus. Telle était l'intention stratégique des enlèvements : les revendications concernant la libération des prisonniers politiques n'ont servi que de prétexte.

(Mais je tiens à apporter une autre précision : lorsque j'évoque les tentatives de certains mouvements palestiniens de saboter d'éventuels plans de paix, il doit être clair qu'Israël poursuit également le même objectif, et ce avec des moyens encore plus brutaux : expropriation forcée des terres palestiniennes ; colonisation des territoires occupés ; attaques militaires contre les camps palestiniens ; raids sur les territoires voisins. La politique israélienne d'agression brutale et de faits accomplis systématiques est une provocation permanente pour les Palestiniens et les pays arabes voisins. Et il s'agit de choix délibérés. Historiquement et actuellement, les actions des Israéliens constituent le principal obstacle à la paix. Dans ce texte, je me concentre davantage sur les Palestiniens parce qu'ils exercent une forte influence sur la gauche actuelle et que je souhaite soulever la question d'un processus d'apprentissage politique au sein de la gauche.

2) Durant l'été 1976 une guerre civile se déroula au Liban. Le long siège sanglant de Tel al-Zataar – le camp de réfugiés palestiniens<sup>14</sup> à Beyrouth considéré comme un bastion du FPLP – était à son apogée. Ce siège avait été rendu possible non seulement par le soutien israélien aux phalangistes chrétiens<sup>15</sup>, mais aussi par l'entrée des troupes syriennes au Liban qui prétendaient jouer un «*rôle régulateur*». En ce sens, ces troupes remplacèrent l'OLP, qui avait joué ce rôle auparavant mais ne pouvait plus l'exercer ni politiquement ni militairement. Le FPLP avait compris que le camp allait être détruit d'un jour à l'autre et il avait saisi la menace politique que représentait le rapprochement de facto entre Israël et la Syrie. Jusqu'alors, parmi les États de «la ligne de front», la Syrie était celui qui avait soutenu le plus fermement la cause palestinienne.

C'est dans ce contexte qu'eut lieu le détournement de l'avion d'Air France vers Entebbe. Une fois de plus, l'appel à la libération des prisonniers politiques servit à dissimuler un autre objectif: celui d'essayer d'empêcher le rapprochement entre Israël et la Syrie et, si possible, de réduire la pression sur Tel al-Zataar. De quelle manière ? Les organisateurs du détournement d'avion savaient que les Israéliens n'avaient jamais échangé de prisonniers contre des otages. Cependant, ils ne pouvaient pas prévoir qu'un commando israélien prendrait d'assaut un aéroport aussi éloigné. A quel genre de réaction s'attendaient-ils donc ?

---

<sup>14</sup> Camp qui regroupait entre 50 000 et 60 000 réfugiés au nord-ouest de Beyrouth. Le massacre fit au moins 2000 victimes (NdT).

<sup>15</sup> Cinq années plus tard, les 16/18 septembre 1982, ce soutien israélien allait avoir des conséquences politiques catastrophiques à long terme pour Israël. Les phalangistes libanais d'Elie Hobeika, massacrèrent au moins plusieurs centaines (sinon plusieurs milliers) de civils palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et de Chatila. La veille du massacre, le chef d'état-major israélien Rafaël Eytan rencontra les chefs phalangistes pour coordonner avec eux l'attaque simultanée de l'armée israélienne à Beyrouth-Ouest et celle des Phalanges contre les deux camps en question. Ce massacre, qui eut un énorme retentissement international, facilita considérablement l'assimilation du «sionisme» au nazisme, ou des opérations militaires israéliennes à des «génocides» dans la mesure où plusieurs généraux israéliens, dont Ariel Sharon, étaient sur place, furent informés au fur et à mesure, contrôlèrent l'éclairage du camp pendant les deux nuits meurtrières, et ne «réagirent» que lorsque le massacre fut complètement terminé (NdT).

Je pense qu'ils anticipaient une attaque israélienne massive au Liban, qui ne se serait pas limitée aux zones méridionales, implicitement cédées par la Syrie en tant que sphère d'influence israélienne. Si une telle attaque avait eu lieu, la Syrie n'aurait pu rester passive, et encore moins maintenir son entente de facto avec Israël. Même si aucune guerre n'avait éclaté entre Israël et la Syrie, le rapprochement entre les deux pays aurait au moins été réduit à néant. Les Syriens, l'OLP et le FPLP se seraient retrouvés du même côté des barricades et le siège de Tel al-Zataar aurait pris fin (au prix, toutefois, de destructions encore plus importantes au Liban).

Je crois que c'est précisément cet objectif qui explique la forme spécifique de l'action.

Deux jours après l'arrivée de l'avion d'Air France à Entebbe, les quelque 150 passagers non juifs furent relâchés, tandis que la centaine de passagers juifs était de facto retenue en otage. Et parmi ceux qui trièrent les passagers, les répartissant entre juifs et non-juifs (et non entre Israéliens et non-Israéliens, ce qui aurait déjà été assez grave), se trouvaient de jeunes Allemands<sup>16</sup>. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une coïncidence, mais plutôt d'une mise en scène délibérée (et ce, que les ravisseurs directement impliqués s'en soient rendu compte ou non).

Ils voulaient organiser une provocation tellement énorme qu'elle déclencherait une riposte israélienne extrêmement violente. Le monde verrait, une fois de plus, la façon dont les Allemands sélectionnent les Juifs et les séparent des non-Juifs. Et c'est ainsi que les choses furent perçues (sauf, peut-être, dans certaines parties de la gauche, mais j'y reviendrai). Partout déferla une puissante vague de souvenirs traumatiques. Tous les petits progrès qu'avaient réalisés les antisionistes progressistes dans leur tentative de briser le lien étroit entre l'image de soi des Juifs et le sionisme – lien qui ne s'était généralisé qu'après la Seconde Guerre mondiale – furent comme balayés. L'intention était de créer un front uni de tous les groupes palestiniens et arabes contre tous les Israéliens et les Juifs, afin de masquer chaque conflit au sein des «*camps*» respectifs, de sorte que chaque partie en vienne à considérer l'autre comme les «*véritables nazis*» – objectif qui n'avait rien à voir avec ceux d'un mouvement de libération progressiste.

3) En octobre 1977, un avion à destination de Mogadiscio fut détourné<sup>17</sup>. Une fois de plus, la libération de prisonniers politiques fut exigée, même si, cette fois-ci, il s'agissait principalement de détenus politiques allemands. Je ne crois cependant pas que cela ait été l'objectif réel, ni que l'enlèvement ait été imaginé par la Fraction Armée Rouge, car, même du point de vue de la RAF, cette opération n'avait guère de sens. D'une part, une attaque massive contre des citoyens allemands était en contradiction avec la politique antérieure de la Fraction Armée Rouge. D'autre part, d'un point de vue tactique, l'enlèvement diminuait l'importance de Hanns-Martin Schleyer<sup>18</sup> en tant qu'otage et faisait de lui un otage parmi 87 autres. A mon avis, la Fraction Armée Rouge n'a servi que d'alibi et, de nouveau, le véritable motif stratégique doit être recherché au Moyen-Orient.

Le jour même où l'unité du GSG 9<sup>19</sup> frappait à Mogadiscio, Arafat fut victime d'une tentative d'assassinat au Liban. Il avait fait pression sur le FPLP pour que cette organisation retire ses fedayin du Sud-Liban. A l'époque, les Américains et les Soviétiques déployaient tous leurs efforts pour que la conférence de Genève se réunisse à nouveau à l'automne ; tandis que les Israéliens tentaient de

---

<sup>16</sup> Wilfried Böse et Brigitte Kulhman, membres des Cellules révolutionnaires, groupuscule créé en 1972 après l'arrestation de huit membres de la Fraction Armée rouge (environ un tiers de l'organisation), et qui prétendait faire un travail « décentralisé » au milieu des « masses » tout en organisant des attentats et des prises d'otages (*NdT*).

<sup>17</sup> L'avion fut détourné le 13 octobre 1977 par deux Palestiniens et deux Libanais. Leur objectif était de libérer dix membres de la RAF détenus à Stammheim, deux Palestiniens détenus en Turquie et de recevoir 15 millions de dollars (*NdT*).

<sup>18</sup> H.M. Schleyer : membre de la SS et du NSDAP, il rejoint l'entreprise Daimler-Benz en 1951 dont il finira par devenir le président. Représentant du patronat allemand, il est enlevé le 5 septembre 1977, puis assassiné le 18 octobre 1977, en « représailles » contre l'intervention des flics allemands, soutenus par des commandos somaliens et britanniques, à Mogadiscio le même jour (*NdT*).

<sup>19</sup> GSC 9 : Groupe de protection des frontières. Unité de la police ouest-allemande, créée après l'échec des flics lors de la prise d'otages lors des Jeux olympiques de Munich en 1972 (*NdT*).

saper ces efforts en légalisant de nouvelles implantations en Cisjordanie, etc. Arafat voulait donc éviter une situation que les Israéliens auraient pu utiliser comme prétexte pour prendre de nouvelles mesures afin d'empêcher la conférence. (Entre-temps, le 8 novembre, en représailles présumées à une attaque à la roquette contre la ville de Nahariya, dans le nord d'Israël, qui avait tué trois personnes, l'aviation et l'artillerie israéliennes détruisirent plusieurs villages et camps dans le sud du Liban, tuant plus d'une centaine de personnes.)

Il faut signaler un autre aspect de la constellation d'événements dans laquelle l'action se déroula : à l'époque, les puissances occidentales, en particulier l'Europe, avaient commencé à faire pression sur Israël pour qu'il accepte les Palestiniens comme partenaires de négociation à Genève. Israël refusait obstinément : il n'entendait pas négocier avec des «terroristes».

Ce fut donc dans ce contexte qu'un groupe palestinien entreprit une action directe contre l'État le plus puissant d'Europe. Il en résulta un tollé dans le monde occidental contre le «terrorisme international», étroitement identifié aux Palestiniens. La position d'Israël apparut ainsi plus compréhensible. Ce n'était pas une coïncidence mais il est encore trop tôt<sup>20</sup> pour savoir si ce résultat a été atteint.

Ce serait le cas si les principaux États arabes de la « ligne de front », estimant que les Palestiniens représentent un boulet inacceptable, entamaient des négociations avec Israël sans participation significative des Palestiniens. Bien entendu, cela obligerait tous les groupes palestiniens à torpiller ces négociations de paix. (La question de savoir comment les rivalités intra-arabes – Libye contre Égypte, Irak contre Syrie – se reflètent dans les conflits entre les différents groupes palestiniens est trop compliquée pour être abordée ici.)

Il est toutefois possible que le calcul du FPLP échoue et que les Américains et les Européens continuent à faire pression pour une présence palestinienne à Genève. Cela indiquerait seulement que les puissances européennes et les États-Unis sont bien conscients de leurs propres intérêts et que, si Israël a besoin de l'impérialisme, l'inverse n'est pas nécessairement vrai. Depuis 1967, l'impérialisme et sa stratégie ont changé de manière significative au Moyen-Orient.

Ce qui ressort de tous ces exemples, c'est que, quoique vous en pensiez, ces actions ont des objectifs à la fois tactiques et stratégiques. Ces objectifs ne sont pas seulement l'expression de la colère, pas plus qu'ils ne visent uniquement à libérer des prisonniers. En cela, ces actions sont très différentes de celles menées par la Fraction Armée Rouge en RFA et révèlent la naïveté de cette dernière, malgré la «dureté» de ce groupe.

Comme la Fraction Armée Rouge n'avait malheureusement pas une conception de la politique à la hauteur de son indignation morale, elle a probablement cru aux slogans qu'on lui proposait et a donc pensé qu'ils pouvaient être utilisés par d'autres groupes à leurs propres fins.

Mais il nous faut creuser davantage cette question. Comment de jeunes Allemands d'extrême gauche ont-ils pu se laisser instrumentaliser de la sorte, par exemple à Entebbe, alors que leur fonction principale était précisément d'être Allemands ? Ils ne s'en sont probablement pas rendu compte, mais la raison n'est pas à chercher dans leur naïveté individuelle. Comme je l'ai déjà dit, je pense que cela a beaucoup à voir avec l'attitude de la Fraction Armée Rouge qui justifie la violence sur la base de la violence existante, mais aussi parce que cela s'inscrit dans une forme d'anti-impérialisme nullement limitée à la Fraction Armée Rouge.

---

<sup>20</sup> Rappelons que le détournement eut lieu en octobre 1977 et l'article de Postone fut publié à la fin de la même année (NdT).



- III -

En prenant l'exemple du Moyen-Orient, je voudrais ajouter quelques remarques à propos de cette forme assez répandue d'anti-impérialisme également représentée par la Fraction Armée Rouge. Je souhaiterais aussi aborder la question des processus d'apprentissage politique en général.

Rétrospectivement, beaucoup d'entre nous ont du mal à comprendre l'expérience de la plupart des communistes durant les années 1930 et 1940. Il nous est difficile de nous positionner subjectivement par rapport à cette période : comment des gens ont-ils pu, même face à la menace historique mondiale que représentait le fascisme, ignorer des faits aussi évidents ? Comment ont-ils pu suspendre leur sens critique au point d'ignorer la réalité de l'Union soviétique – malgré les horreurs de la collectivisation forcée, des déportations massives, des simulacres de procès, de l'Espagne, du pacte Hitler-Staline, des camps de travail ?

Dans la lutte contre le fascisme, plutôt que de «voir» l'Union soviétique comme le paradis de la classe ouvrière, n'aurait-il pas mieux valu l'accepter comme le moindre des deux maux ? Mais en posant la question de cette façon, sommes-nous vraiment si différents des communistes des années 1930, même si nous ne recevons pas les directives d'un QG moscovite et ne militons pas dans une organisation hiérarchisée ?

Lorsque nous suggérons que, pour prendre position contre le fascisme, il n'était pas nécessaire de jeter par-dessus bord tout esprit critique ni d'accepter et de glorifier totalement l'Union soviétique, nous devrions peut-être examiner de plus près notre attitude à l'égard des différents mouvements politiques : pour continuer à maintenir la position anti-impérialiste que la plupart d'entre nous ont adoptée au cours de la dernière décennie, devons-nous embrasser sans esprit critique tous les mouvements qui se proclament anti-impérialistes ?

Ce qui m'a frappé, par exemple, c'est le fait qu'après Entebbe, la gauche allemande n'a pas dit publiquement un mot sur ce qui s'était passé avant l'opération israélienne. Quelle sorte d'aveuglement, quelle sorte de censure a dû s'imposer la gauche, dont la socialisation politique a commencé par l'aversion contre le nazisme, pour qu'elle ne reconnaisse pas aujourd'hui une action

durant laquelle les Allemands ont à nouveau sélectionné des Juifs ? (Certains ont même été tellement ignorants politiquement et moralement qu'ils ont célébré l'action.) Craignaient-ils que leur antisémitisme fût également remis en question s'ils remettaient en cause cette action ?

Ces deux problèmes n'ont cependant aucun rapport entre eux. La prise de conscience des crimes commis contre un peuple, ou contre un groupe de personnes, et la volonté d'essayer de mettre fin à ces crimes ne devraient nullement impliquer une solidarité aveugle avec n'importe quelle rébellion politique contre cette oppression, surtout si elle est de nature nationaliste. Dénoncer cette oppression n'implique nécessairement de légitimer toutes les politiques qui la combattent. Une telle attitude rappelle (et ce n'est nullement une coïncidence) celle des défenseurs de la guérilla urbaine : ils justifient la violence en pointant ses causes plutôt qu'en prenant en compte ses effets.

Je voudrais ici partager un exemple tiré de ma propre expérience. Lorsque j'allais à l'école, j'appartenais au mouvement sioniste. Il m'a fallu de nombreuses années d'«*observation*» – à la fois morale et politique – et de remise en question personnelle avant de pouvoir abandonner cette position et développer une critique antisémitiste ; mais pourquoi avais-je été sioniste, et que signifiait (et que signifie toujours) ce mouvement pour la plupart des Juifs depuis la Seconde Guerre mondiale ? (Auparavant, seule une minorité de Juifs soutenait le sionisme.)

La plupart des Juifs n'ont jamais analysé en détail le sionisme. Pour eux, comme pour moi, le sionisme signifie simplement l'autodétermination nationale. Si l'on veut comprendre pourquoi l'autodétermination nationale semblait si évidente à la plupart des Juifs, qui la considéraient donc comme une solution nécessaire, il faut comprendre que nous savions que les fascistes allemands n'étaient pas les seuls responsables de l'extermination de 6 millions de Juifs et de la destruction des centres traditionnels de la culture judéo-européenne en Europe de l'Est. Si, pour les Juifs, le nationalisme avait «*seulement*» représenté une réaction contre le fascisme allemand, il n'aurait pas été une réaction aussi naturelle.

Mais j'ai très tôt appris que, même si les fascistes allemands initièrent et dirigèrent la Solution finale, ils reçurent un soutien massif de la part des non-Allemands. Par exemple, des fascistes français et roumains collaborèrent [au judéocide], mais aussi des fascistes flamands, croates, slovaques, ukrainiens, lituaniens et lettons.

(Tous les mouvements qui faisaient partie du deuxième groupe de peuples que je viens de citer étaient issus de populations qui subissaient la domination d'un pouvoir central, lui-même dominé par un autre peuple : ainsi, les Flamands étaient dominés par les Wallons ; les Croates par les Serbes ; les Slovaques par les Tchèques ; les Ukrainiens, les Lituaniens et les Lettons par les Russes. En réalité, la question de l'autonomie et de l'indépendance régionales est beaucoup plus complexe que la façon dont elle est généralement présentée dans le débat actuel. Et ces mouvements ne sont pas toujours des mouvements progressistes.)

En Pologne, les Juifs qui avaient survécu aux soulèvements des ghettos et aux camps de concentration, furent souvent tués par les partisans nationalistes polonais parce qu'ils étaient Juifs ; les sionistes, eux, furent souvent tués par les communistes.

Aux soutiens actifs des nazis il faut également ajouter le soutien passif des États-Unis, du Canada et de la Grande-Bretagne, qui refusèrent de modifier leurs quotas d'immigration. Lorsque, après la guerre et après 1948, l'antisémitisme commença à se répandre dans les pays communistes – comme en témoignèrent notamment le procès Slansky à Prague et le «*complot des blouses blanches*» à Moscou – la boucle était bouclée pour la plupart des Juifs. Le sionisme – que la plupart des gens considéraient comme un simple mouvement pour l'autodétermination nationale – commença donc à être largement soutenu.

Mais nous n'avons pas «vu» ce qui arrivait aux Palestiniens. Et cette «cécité» fut renforcée par plusieurs événements : le mufti de Jérusalem passa les années de guerre à Berlin<sup>21</sup> ; les Allemands soutinrent le soulèvement antibritannique de Rachid Ali en Irak<sup>22</sup> ; et des drapeaux avec des croix gammées apparurent dans les rues du Caire alors que l'armée de Rommel approchait de l'Égypte. Tous ces événements, ainsi que les discours de nationalistes palestiniens réactionnaires comme Choukeiry<sup>23</sup>, signifiaient que, dans notre perception, les Palestiniens apparaissaient comme un ennemi de plus qui voulait nous détruire. Mais cette fois, nous allions riposter.

---

<sup>21</sup> Al-Husseini, Mohammed Amin (189?-1974): issu d'un clan d'Arabes palestiniens puissant et respecté, il fit des études à l'université Al-Azhar du Caire puis dans une école d'administration à Constantinople. Mufti (responsable de la communauté musulmane) de Jérusalem, entre 1921 et 1937, sous l'occupation britannique. S'opposant à l'immigration juive en Palestine, il lutta pour la création d'un État ou d'une fédération panarabe. En exil, entre 1937 et 1945, il fut considéré par Hitler comme un «*Aryen honoraire*» suite à un examen «médical» approfondi !!! Il se présenta comme le représentant de la nation arabe et du monde musulman auprès de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste.

Le 20 mars 1943, le quotidien nazi *Völkischer Beobachter*, reproduisit son appel qu'il avait lancé, depuis une mosquée de Berlin, pour que les «*Arabes combattent pour leur liberté aux côtés de l'Axe*». Lors d'un discours devant des officiers et des imams d'une division SS de volontaires musulmans bosniaques, al-Husseini souligna tous les points communs entre le nazisme et l'islam : «*le monothéisme, défini comme l'obéissance à une autorité spirituelle, politique et militaire ; l'importance de l'obéissance et de la discipline ; le combat comme une des expressions les plus importantes de la foi ; la prééminence de la communauté sur l'intérêt individuel ; et la valorisation du travail*».

Et al-Husseini, dans un discours du 26 novembre 1942 à la radio allemande, alla encore plus loin, anticipant ce qui allait devenir un mantra de l'antisionisme (à condition de remplacer le mot «juif» par le mot «sioniste») : «*La force de l'influence juive aux Etats-Unis est clairement apparue dans cette guerre. Les Juifs et les capitalistes ont poussé l'Amérique à étendre la guerre afin d'étendre leur influence dans de nouvelles zones riches. Les Africains du Nord savent parfaitement quels malheurs les Juifs leur ont apportés. Ils savent que les Juifs sont les combattants d'avant-garde de l'impérialisme qui a maltraité l'Afrique du Nord depuis si longtemps. Ils savent aussi à quel point les Juifs ont servi d'espions et d'agents aux impérialistes, et comment ils cherchent à accaparer les sources d'énergie de l'Afrique du Nord pour accroître leur richesse (...). L'intervention américaine en Afrique du Nord renforce le pouvoir des Juifs, elle augmente leur influence et multiplie leurs méfaits. L'Amérique est le plus puissant agent des Juifs et les Juifs sont les véritables patrons de l'Amérique.*»

Grâce à ses programmes radio, il soutint activement les pays de l'Axe nazi-fasciste, contre les Britanniques et contre les Juifs, et incita les musulmans à servir dans la Waffen-SS, même si cela n'eut aucun impact militaire au Proche-Orient et au Moyen-Orient puisque la seule division SS musulmane créée regroupait des Bosniaques européens. Il tenta de propager la haine antijuive dans le monde arabo-musulman mais ses émissions radio n'eurent guère d'audience. Arrêté en France en 1945, la police française le laissa «s'enfuir» en Égypte où il continua sa propagande antijuive puis anti-israélienne (NdT).

<sup>22</sup> Le général Rashid Ali al-Gaylani organisa, avec quatre autres gradés, un coup d'État en Irak (salué par Hitler en 1941 en ces termes : «*Le mouvement des Arabes pour la liberté au Moyen-Orient est notre allié naturel contre la Grande-Bretagne*») et s'allia avec les puissances de l'Axe, etc. (NdT).

<sup>23</sup> Ahmed Choukeiry, représentant de la Palestine à la Ligue arabe et premier président de l'Organisation de libération de la Palestine de sa création en 1964 jusqu'en 1967. Tristement célèbre pour avoir déclaré vouloir «jeter les Juifs à la mer» même si ces propos n'ont pas été authentifiés (NdT).

Nous n'avons pas «vu» les Palestiniens pour ce qu'ils étaient : des paysans et des artisans, des petits commerçants et des travailleurs qui étaient expropriés et terrorisés, voire expulsés, massacrés par les sionistes dans certains cas comme celui de Deir Yassin<sup>24</sup> – et qui ont donc cherché à réagir.

Le sionisme représente un exemple extrême d'un mouvement qui, du point de vue de ses causes, c'est-à-dire du point de vue de l'histoire des souffrances d'un peuple, apparaît tout à fait compréhensible, mais qui ne peut absolument pas être justifié du point de vue de ses effets. Lorsque des gens disent : «*Mais c'est un mouvement réactionnaire !*», ils ont raison, mais il n'en a pas toujours été ainsi ; et je veux aborder ici la question de l'apparence.

À la fin des années 1940, le sionisme avait une image différente. Il était salué comme progressiste par de nombreux mouvements libéraux et de gauche. Les principales livraisons d'armes provenaient de la Tchécoslovaquie, et non de l'Occident. L'URSS fut le premier pays à reconnaître officiellement Israël. Certaines tendances du mouvement sioniste, dans leur lutte contre les Britanniques, s'étaient présentées comme anti-impérialistes. L'armée des sionistes de droite, dirigée par Menahem Begin (aujourd'hui Premier ministre d'Israël<sup>25</sup>), entretenait de bonnes relations avec l'IRA (l'ennemi commun étant les Britanniques). Les kibboutzim furent salués comme des exemples de socialisme utopique.

Bien sûr, il n'est pas décisif que le sionisme ait été progressiste à l'époque et ne le soit plus aujourd'hui. Au contraire, un mouvement, aussi compréhensible soit-il quant à sa cause, doit être analysé dans un contexte social et historique spécifique à partir des effets qu'il produit et qu'il pourrait produire – et ce, indépendamment de son image et de l'image que ses membres se font d'eux-mêmes. Beaucoup de militants sionistes se considéraient comme des progressistes, des socialistes. Mais le souhait des sionistes de gauche de construire un pays progressiste, soutenu par les travailleurs juifs dans l'industrie et l'agriculture, est vite devenu le meilleur moyen de créer une infrastructure sociale qui, dans le contexte d'un pays déjà habité, excluait les habitants palestiniens d'origine. Indépendamment de leurs intentions subjectives, les sionistes de gauche créèrent un cadre qui ne pouvait qu'assurer le succès de la colonisation juive de la Palestine. Celle-ci n'aurait jamais pu survivre sur la base de la main-d'œuvre arabe. Que la majorité des sionistes aient été conscients de ce fait, ou pas, importe peu. Il suffit de préciser que, dans un tel contexte, la notion progressiste selon laquelle il ne faut pas vivre du travail des autres eut un impact très différent de l'intention initiale. Dans le contexte réel du Moyen-Orient, ce mouvement n'avait aucune chance d'être progressiste.

En me confrontant avec le sionisme, j'ai appris à comprendre à quel point la cause défendue par un mouvement et ses effets différaient ; pour justifier un mouvement, il ne suffit pas de se référer à l'oppression du peuple qu'il prétend représenter. J'ai également compris l'importance d'analyser un contexte social et politique afin de saisir comment l'intention subjective et les effets réels peuvent différer. L'inclusion de facteurs «*objectifs*» est absolument nécessaire, et cela n'aboutit pas nécessairement à de l'objectivisme. Après avoir traversé un processus d'apprentissage long et émotionnellement difficile en ce qui concerne le sionisme, je n'ai aucune envie de répéter la même erreur avec d'autres mouvements. Je souhaite m'accrocher fermement à ce que j'ai appris, et ne pas me contenter d'en tirer les leçons pour un mouvement et d'ensuite les oublier pour d'autres.

C'est ce qui explique la façon dont j'analyse la plupart des mouvements palestiniens ci-dessous.

Il est aujourd'hui courant d'affirmer que la souffrance des Juifs en Europe ne justifie pas celle des Palestiniens. Cependant, le revers de cette médaille est problématique. Les Palestiniens ne sont pas responsables de la souffrance des Juifs, mais ils ont été chassés par les Juifs. Par conséquent, les Palestiniens ont le droit de reprendre possession de leur patrie. Cette position parfaitement compréhensible, et, en un sens, moralement correcte, pose néanmoins un problème : ses effets deviennent beaucoup plus ambigus lorsque l'on considère son contexte social et politique. Après tout,

---

<sup>24</sup> Deir Yassin : village situé à 5 kilomètres de Jérusalem et où, le 9 avril 1948, des combattants de l'Irgoun et du Lehi (formations paramilitaires sionistes d'extrême droite) assassinèrent environ 250 villageois arabes pacifiques (*NdT*).

<sup>25</sup> Militant de l'extrême droite juive (Betar), fondateur du Herout (qui précéda le Likoud), Menahem Begin fut Premier ministre de 1977 à 1983 (*NdT*).

dans le conflit israélo-palestinien, le problème réside dans le fait que des modèles tels que le modèle algérien ou, encore moins, le modèle vietnamien, ne peuvent fonctionner parce que la situation est totalement différente.

Les Juifs israéliens ne constituent pas une minorité face à une large majorité palestinienne. Environ 3 millions de Juifs vivent en Israël et environ 3 millions de Palestiniens au Moyen-Orient<sup>26</sup>. Contrairement à la plupart des économies impérialistes, l'économie sioniste a une particularité : elle ne dépend pas principalement de la force de travail palestinienne<sup>27</sup>. Cela ne signifie pas pour autant que les Palestiniens ont moins souffert que, par exemple, les Algériens, mais cela indique que, dans ce contexte (dont je n'ai décrit que deux caractéristiques particulièrement évidentes), un mouvement de libération nationale classique – fondé sur la guérilla et/ou des mouvements de grève – et visant à la «libération» de toute la Palestine n'a aucune chance de succès. Ce n'est que dans les régions où les Palestiniens sont majoritaires (c'est-à-dire principalement dans les régions occupées par les Israéliens après 1967), et en combinaison avec d'autres facteurs, qu'un mouvement palestinien pourrait devenir suffisamment fort et réussir à forcer les Israéliens à se retirer. Dans la plupart des régions situées à l'intérieur des frontières d'avant 1967, cependant, toute «libération» impliquerait la conquête d'un autre peuple – quelle que soit la manière dont ce peuple est arrivé là – et non le renversement d'un groupe dirigeant relativement petit qui s'appuierait sur le travail des agriculteurs, des ouvriers et des artisans arabes. Et cette éventualité est hautement improbable, tant sur le plan politique que militaire. Contrairement à toute la propagande palestinienne et israélienne, les fedayin n'ont jamais constitué une menace pour l'existence d'Israël.

Dans un tel contexte, la création d'un «*État laïque et démocratique*» – que les Palestiniens appellent de leurs vœux dans leurs programmes – ne pourrait résulter que d'une lutte multinationale, et non d'une lutte purement nationale ; or, c'est précisément une telle lutte nationale que les organisations de guérilla palestiniennes ont menée jusqu'à présent. Bien sûr, je ne veux pas dire que les Palestiniens auraient dû abandonner leur combat et attendre qu'une grande partie de la population israélienne les rejoigne dans la lutte contre le sionisme. Cependant, tout mouvement qui se fixe comme objectif un «*État démocratique et laïque*» dans lequel Juifs, musulmans et chrétiens vivraient ensemble devrait établir une distinction – même dans la guérilla – entre les Israéliens qui peuvent être des alliés possibles et ceux qui ne le seront jamais.

Je ne m'étendrai pas sur le fait que – de manière révélatrice – le programme de l'OLP détermine les groupes en fonction de distinctions religieuses plutôt que nationales, et que les Juifs qui seraient autorisés à vivre dans une future Palestine seraient uniquement ceux qui – selon la version consultée – y ont vécu avant 1917, ou avant 1948. Et je n'avance pas ici l'argument abstrait selon lequel les luttes multinationales seraient meilleures que les luttes nationales. Un mouvement palestinien

---

<sup>26</sup> Le nombre d'Israéliens juifs a plus que doublé depuis 1977, atteignant 7,20 millions d'habitants. Celui des Palestiniens serait de 5,4 millions (2,2 millions à Gaza ; 3,2 millions dans les Territoires occupés) ; auxquels il faut ajouter 2 millions d'Arabes israéliens (dont au moins 20% se déclarent «Palestiniens») et 5,8 millions dans les pays limitrophes (4,5 millions en Jordanie, 630 000 en Syrie, 405 000 au Liban, 270 000 en Égypte, etc.). Soit au total environ 14 millions si l'on compte toute la diaspora palestinienne. Quel que soit le nombre de ceux qui retourneraient peut-être dans le futur État de Palestine ou la future confédération israélo-palestinienne, il est évident que le rapport numérique entre Palestiniens et Israéliens serait défavorable à ces derniers (NdT).

<sup>27</sup> En Israël, le 7 octobre 2023, le Hamas a tué 32 travailleurs thaïlandais et enlevé 20 autres ouvriers thaïs. Dix ont été libérés parce que le gouvernement thaï a utilisé les diplomates de son voisin, la Malaisie musulmane, qui ont évidemment eu une attitude négationniste vis-à-vis des crimes du Hamas et des témoignages des otages. Cet assassinat collectif a été passé sous silence par l'extrême gauche et les « soutiens » de gauche des Palestiniens ; en effet, ces gens-là sont incapables d'expliquer le rapport entre le massacre de ces prolétaires asiatiques (par ailleurs, féroce exploités par les capitalistes israéliens et qui auraient donc du être, à ce titre, doublement protégés par le Hamas et le Djihad islamique) et la prétendue «libération» de la Palestine par les groupes islamonationalistes (NdT).

purement national pourrait, tout au plus, libérer les régions où les Palestiniens constituent la majorité de la population ; et une tentative nationaliste de «libérer» le reste de la Palestine ne serait plus une guerre de libération nationale, mais une guerre entre deux nations. Si cette lutte était réellement antisioniste, plutôt que simplement dirigée contre les Juifs vivant en Palestine, cet objectif devrait se manifester dans les actions elles-mêmes. Or, ce n'est pas le cas. Les actions de guérilla ne font aucune distinction.

Cela s'applique même au Front démocratique populaire pour la libération de la Palestine (FDPLP), qui a toujours insisté sur la nécessité d'établir des contacts avec des éléments progressistes en Israël et qui espérait une éventuelle alliance de classe avec les Juifs «orientaux» d'Israël. (Les Juifs orientaux sont ceux qui ont émigré des pays arabes après 1948 et qui constituent aujourd'hui la majorité de la classe ouvrière israélienne, soit environ 60 % de la population israélienne.). En 1974, le FDPLP a attaqué une école dans la ville de Maalot, dans le nord d'Israël, et pris les élèves en otage. La population de cette ville est presque entièrement composée de Juifs orientaux de la classe ouvrière. L'action n'a pas été à la hauteur du programme.

Il est important d'analyser les actions des groupes politiques et de ne pas seulement lire leur programme. Les actions des guérilleros ont dévoilé le nationalisme que nie le programme des fedayin. Ces actions contribuent à légitimer le sionisme aux yeux de la plupart des Israéliens ; et à faire apparaître la lutte comme une lutte purement nationale, sans aucun contenu social, aux yeux des masses palestiniennes. Cela a également eu des effets politiques dévastateurs sur les luttes en Jordanie et au Liban. Contrairement à de nombreuses autres luttes, le conflit israélo-palestinien se caractérise par le fait que la guerre n'exacerbe pas les contradictions sociales des deux côtés, mais les dissimule.



Je m'interroge donc sur les effets possibles des actions de groupes tels que le FPLP, qui refusent de négocier avec les Israéliens et visent à la libération «militaire» de l'ensemble de toute la Palestine (et ce indépendamment de la manière dont les différents régimes arabes utilisent les divers mouvements palestiniens pour entretenir leurs propres rivalités). L'effet obtenu par une telle politique n'est pas d'enflammer, mais de geler les conflits sociaux au Moyen-Orient, ou de les traduire en catégories nationales.

C'est pourquoi cette politique [nationaliste palestinienne] est si complémentaire de la politique israélienne : pour les sionistes, une lutte nationale permanente qui se traduit en actes, ou la menace d'une telle lutte, est aussi nécessaire à leur *raison d'être* qu'à la stabilité interne [de l'État d'Israël].

Par le passé, dans les États arabes, cette politique a permis d'assimiler la «révolution arabe» à la «révolution palestinienne», et cette dernière à la reconquête de la Palestine. De cette manière, tous les conflits sociaux restent suspendus à des conflits nationaux.

Quiconque rejette une solution de paix incluant un «État partiel» palestinien fait preuve d'une trop grande myopie. Il est évident qu'une telle solution de paix sert les intérêts immédiats de l'impérialisme, et qu'un tel État ne serait rien d'autre qu'un mini-État dirigé par une bourgeoisie nationale et les bureaucrates de l'OLP, dont la survie dépendrait de l'argent saoudien. Évidemment, un tel État laisserait intacte la structure du sionisme – dans un premier temps.

Néanmoins, en désamorçant le conflit national, un tel accord de paix pourrait contribuer à saper le sionisme, beaucoup plus efficacement que des décennies de guérilla inefficace. Alors seulement s'ouvrirait la possibilité d'engager des conflits sociaux qui transcendent les frontières nationales ; des conflits qui pourraient éventuellement conduire à la création d'États «laïques et démocratiques», non seulement en Palestine, mais dans l'ensemble du Moyen-Orient. C'est pourquoi Israël est prêt à faire la paix avec les pays arabes existants, mais pas avec les Palestiniens – du moins pas sans une pression étrangère extérieure extrêmement forte.

Pour désamorcer le caractère nationaliste des conflits au Moyen-Orient, la paix avec les Palestiniens est absolument nécessaire, et c'est exactement ce qu'Israël ne veut pas, car cela porterait atteinte à la légitimité politique du sionisme. C'est pourquoi je prétends que des groupes comme le FPLP, qui travestissent ce qui n'est rien d'autre que leur maximalisme nationaliste sous des slogans marxistes-léninistes anti-impérialistes, jouent exactement le même jeu que les Israéliens.

L'anti-impérialisme ne se réduit pas à la résistance contre l'opresseur immédiat et les puissances qui le soutiennent. Il doit aussi démontrer son intention de construire une société dont la structure sera anti-impérialiste. En ce sens, l'anti-impérialisme du FPLP, par exemple, a plus en commun avec celui des sionistes de droite des années 1940, qui menèrent une lutte clandestine plus intense contre les Britanniques que les autres sionistes, qu'avec celui, par exemple, du FNL<sup>28</sup> sud-vietnamien. Le degré d'engagement militaire dans une lutte nationale n'est pas nécessairement un indicateur du radicalisme social.

Mon intention n'est nullement de mettre en accusation les Palestiniens. Leur nationalisme est tout à fait compréhensible sur le plan moral, mais aussi sur le plan matériel. Quelle autre attitude serait possible pour des gens qui ont été chassés de leurs lieux d'habitation ; qui vivent depuis plus d'une génération<sup>29</sup> en dehors de toute structure sociale réelle, dans des camps de réfugiés qui ont été en permanence la cible d'attaques israéliennes brutales ; et qui ont été utilisés par les États arabes, dans les conflits qui les opposent, comme s'ils étaient des pions ? Bien sûr, ils veulent qu'on leur rende leur pays. Tout leur pays. (Il existe toutefois d'importantes différences latentes entre les Palestiniens qui vivent dans des camps de réfugiés et ceux qui vivent dans les territoires occupés.)

Je ne veux pas porter d'accusations ici, mais proposer une analyse, afin de pouvoir déterminer dans quelle mesure je suis prêt, en tant qu'antisioniste, à accorder une solidarité active aux différents groupes palestiniens. Cependant, je dois évoquer une autre accusation qui n'est pas dirigée contre les Palestiniens, mais contre la gauche locale. Celle-ci éprouve des difficultés à élaborer une politique anti-impérialiste qui parte d'une étude et d'une évaluation de la situation ; cette politique pourrait aller jusqu'à soutenir de manière critique les mouvements anti-impérialistes mais nécessiterait un processus d'apprentissage politique continu. Au lieu de cela, la gauche s'identifie généralement à ces mouvements de façon non critique.

Si nous ne regardons pas ces mouvements avec les yeux grand ouverts, nous courons le risque d'être déçus, ou désillusionnés plus tard, sans rien apprendre, puisque nous passerons seulement à d'un objet d'identification au suivant. Et cet anti-impérialisme-là correspond à ce qu'est l'attitude de la Fraction Armée Rouge face à la violence : les mouvements de libération nationale sont justifiés par leur cause et non par leurs effets politiques.

---

<sup>28</sup> Front national de libération du Sud Vietnam, dirigé par les staliniens du Nord et du Sud du pays mais regroupant aussi des bouddhistes et des démocrates bourgeois (*NdT*).

<sup>29</sup> Plus de trois générations désormais (*NdT*).

Beaucoup de gens de gauche seraient-ils d'être nationalistes contrariés ? Est-ce leur secret ? Sont-ils des nationalistes dont la patrie se trouve dans un autre pays ? Et si cette patrie n'est pas, de manière évidente et dogmatique, à Moscou ou à Pékin, est-elle successivement en Algérie, au Vietnam, à Cuba, en Palestine et au Portugal<sup>30</sup> ? Devons-nous compenser le sentiment d'impuissance et de désarroi, dans nos pays respectifs, en nous identifiant de façon acritique aux mouvements et aux régimes d'autres pays ? (Les partis communistes occidentaux qui sont restés les plus fidèles à Moscou sont les plus faibles : le DKP en Allemagne et le CPUSA, le Parti communiste américain). Est-ce une coïncidence si ce sont précisément les secteurs de la gauche qui se sont détachés de l'emprise de Moscou ou de Pékin qui se sont montrés, dans leur sentiment d'impuissance, les plus enclins à glorifier la lutte armée en dehors de leurs frontières ? Sommes-nous incapables de nous débrouiller tout seuls ?

Lorsque nous (re) tombons dans ce schéma d'identification, nous renonçons à ce qui nous a fait devenir des femmes et des hommes de gauche : nos réflexions critiques sur nos propres expériences et leur médiation vers la société dans laquelle nous vivons. Nous sommes devenus de gauche parce que nous avons refusé de laisser cette société continuer à nous abrutir. C'est précisément notre impuissance qui nous a exposés et rendus trop sensibles à de nouvelles formes d'abrutissement.

**Moishe Postone (1977)**

(**Note du traducteur** : ce texte fut publié à l'origine sous le pseudonyme de M. Lubetsky dans le volume 10 de *Autonomie. Materialien gegen die Fabrikgesellschaft*. Francfort, 1977/1978, et republié dans un recueil de textes intitulé *Deutschland, die Linke und der Holocaust. Politische Interventionen*, ça ira-Verlag. Je l'ai traduit à partir des traductions anglaise et italienne disponibles sur le Net, légèrement différentes entre elles et dont j'ignore si l'auteur a eu connaissance. Une confrontation avec l'original allemand serait donc salutaire ! Y.C.)

---

<sup>30</sup> Sur ce sujet on pourra lire le livre de Danubia Mendes Abadia *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie (1974-1978)* dans le tome 1 de *Portugal, la révolution oubliée*, dont le tome 2 paraîtra à la fin de l'année 2024 aux Editions Ni patrie ni frontières (site npnf.eu). (NdT)